

Une junte militaire s'empare du pouvoir au Portugal Les "droits civils et démocratiques " seront restaurés, assure le " Mouvement des forces armées "

LE MONDE | 26.04.1974 à 00h00 • Mis à jour le 26.04.1974 à 00h00

Le premier signe du soulèvement militaire portugais a été la diffusion, aux premières heures de la matinée de jeudi, 25 avril, de communiqués transmis par l'émetteur de " Radio-Clube " et émanant d'un organisme s'intitulant " Mouvement des forces armées ". Ces communiqués invitent la police et l'armée à demeurer dans leurs cantonnements.

À aucun moment, toutefois, des combats ne sont signalés à Lisbonne. Le Mouvement des forces armées, dans de nouveaux communiqués, invite d'ailleurs toutes les forces de l'ordre - notamment la garde républicaine, qui ne s'est pas manifestée - à " éviter l'effusion de sang ".

Assez rapidement, en outre, la rébellion semble gagner en ampleur. De bonne source, on apprenait successivement, vers 10 heures, que l'émetteur gouvernemental de Monte-Santo, aux mains de la marine, diffusait à son tour des communiqués du Mouvement des forces armées ; que les ministres de l'intérieur, de la défense et de l'armée avaient été arrêtés, que vingt-neuf unités avaient donné leur adhésion au mouvement. Confirmant notamment le ralliement de la marine, des bâtiments de guerre remontaient le Tage.

En fin de matinée, la radio des rebelles diffusait des chansons interdites par le régime, telles que C'est le temps de faire ses valises.

La plupart des magasins et des banques sont restés fermés. L'aéroport de la capitale portugaise, occupé par les troupes rebelles, a également été fermé au trafic commercial, mais la frontière avec l'Espagne demeurait ouverte.

Selon les dernières nouvelles, le centre de la rébellion se trouvait à Santarem - d'où des unités avaient fait marche dès l'aube vers Lisbonne, et où se trouve une caserne de cavalerie motorisée, arme à laquelle appartient le général Spínola. À Santarem également, une proclamation rédigée par le commandant du " mouvement " annonce l'établissement d'un gouvernement provisoire.

En début d'après-midi, la junte militaire de sept membres qui confirmait s'être emparée du pouvoir se qualifiait de " junte nationale de salut " et s'engageait à restaurer les droits civils et démocratiques et à maintenir la paix dans les provinces africaines. Des élections générales devaient désigner une assemblée chargée de rédiger une nouvelle Constitution. Aucune nouvelle ne pouvait être obtenue du général Spínola. M. Caetano aurait cherché refuge dans une base militaire.

Au Mozambique la situation était calme jeudi matin mais les Européens semblent craindre une recrudescence de la guérilla, indique-t-on en Rhodésie et en République Sud-Africaine.

Source : Service d'archives du journal *Le Monde*, disponible sur internet sur : <http://www.lemonde.fr/recherche/>